



COMMUNE D'AUDUN LE ROMAN

7A Place du Général De Gaulle

54560 AUDUN LE ROMAN

Tél. : 03.82.21.60.23

Courriel : mairie.audun-le-roman@neticable.org

**CREATION DE QUATRE ARRETS DE BUS NORMALISES ET
AMENAGEMENT CONNEXES**

RD 156 Quartier Gare et Centre Bourg

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

1. R.C

Date limite de remise des offres : Le 15 Novembre à 12 h 00 -délai de rigueur

Maîtrise d'œuvre :

GIRARD ÉTUDES S.A.R.L.

10 Rue des Hortensias

57255 SAINTE-MARIE AUX-CHÊNES

Tél : 09.52.77.97.90

Courriel : contact@girardetudes.fr



SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1. ETENDUE ET MODE DE CONSULTATION	3
2.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	3
2.3. COMPLEMENT A APPORTER AU D.C.E.	3
2.4. VARIANTES	3
2.5. DELAIS D'EXECUTION.....	3
2.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.7. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS	3
2.8. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE	3
2.9. MESURES PARTICULIERES CONCERNANT L'HYGIENE ET LA SECURITE DU TRAVAIL	4
2.10. MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 3. VISITE DU SITE.....	4
ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES	4
4.1. CAUTION.....	4
4.2. COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	4
ARTICLE 5. JUGEMENT DES OFFRES.....	5
ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	7
6.1. REMISE DES OFFRES	7
ARTICLE 7. VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	8
ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
8.1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	8
8.2. RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES.....	9

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux de voirie et réseaux divers pour la création de quatre arrêts de bus normalisés qui se situeront sur la RD 156, rue Albert LEBRUN, au niveau du centre bourg à proximité de l'église (2) et à proximité de la gare (2). Des aménagements connexes seront également réalisés lors de ces travaux.

Pour établir son offre, il est précisé que :

- *L'entreprise prendra toutes les dispositions pour ne pas gêner la circulation sur la RD 156 ;*

Les prestations sont précisées par le Cahier des Clauses Administratives Particulières et le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Etendue et mode de consultation

Le présent marché est lancé en procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le marché sera conclu soit avec une entreprise individuelle, soit avec un groupement solidaire d'entreprise sur la base de prix unitaires.

2.2. Décomposition en tranches et lots

Les travaux définis à l'article 1 sont à réaliser en un lot unique avec une variante obligatoire.

2.3. Complément à apporter au D.C.E.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au dossier de consultation.

2.4. Variantes libres

Chaque candidat doit présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation sous peine d'être rejeté.

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

2.5. Délais d'exécution

Le délai maximum d'exécution est fixé dans le cadre de l'acte d'engagement.

Il est rappelé à l'entreprise les contraintes évoquées ci-dessus (accès à préserver, maintien de la circulation)

2.6. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé, à compter de la date limite de remise des offres, à quatre-vingt-dix jours.

2.7. Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

2.8. Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense

Sans objet.

2.9. Mesures particulières concernant l'Hygiène et la Sécurité du Travail

Les entreprises sont tenues de respecter la réglementation en vigueur. Un coordonnateur SPS sera désigné et rémunéré par le Maître d'Ouvrage. Toutes les prescriptions formulées par le coordonnateur seront à respecter par l'entrepreneur et seront réputées incluses dans les prix du marché.

2.10. Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3. Visite du site

La visite du site est fortement conseillée pour la remise de l'offre.

ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES

4.1. Caution

Sans objet.

4.2. Composition du dossier de candidature

Le dossier à remettre par les candidats sera rédigé en langue française et comprendra toutes les pièces suivantes :

A la déclaration prévue aux articles 44, 48 et 50 à 52 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, accompagnée des justificatifs et attestations réglementaires :

- une lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants, une « **déclaration du candidat** » comportant les déclarations sur l'honneur visées par l'article 48 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- les certificats attestant de la régularité de la situation fiscale et sociale du candidat, état annuel des certificats reçus ou attestations fiscales et sociales et copie du ou des jugements si l'entreprise est en redressement judiciaire,
- auxquels s'ajoute les **déclarations sur l'honneur que le candidat** n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du Travail d'une part, et que l'entrepreneur est en situation régulière aux regards des articles L143-3, L143-5, L620-3 et R324-4 relatifs à la lutte contre le travail clandestin d'autre part,
- les **attestations d'assurance** "Responsabilité civile" et "Décennale" en cours de validité pour les travaux à réaliser,
- les **certificats de qualification professionnelle et références** du mandataire et de ses cotraitants pour des travaux de même nature et de même importance.
 - Certificats de qualification FNTP
 - Certificat en cours de validité ou références équivalentes
 - Attestation conformité désamiantage Section 3
- Indication des moyens techniques de l'entreprise ou du groupement

Nota 1 : Ne pas omettre la mention manuscrite suivante sur les photocopies : « je soussigné..., atteste sur l'honneur que la présente photocopie est conforme à l'original ». Date et signature.

Nota 2 : L'ensemble des membres du groupement d'entreprise devra produire les éléments demandés ci-dessus.

B un projet de marché par lot comprenant :

- **un acte d'engagement (ATTRI1)** daté et signé par les représentants qualifiés de toutes les entreprises qui seront signataires du marché : cadre joint pour chaque lot à compléter.
- Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement (ATTRI1) le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement,
- **le cahier des clauses administratives particulières**, cahier joint commun aux deux lots à accepter sans modification,
- **le cahier des clauses techniques particulières**, cahier joint pour chaque lot à accepter sans modification,
- **le Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire**, cadre joint pour chaque lot à compléter entièrement,
- **un mémoire justificatif** des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux. A ce document seront joints des documents explicatifs et notamment :
 - ❖ une **liste de sous-traitants** que l'entrepreneur envisage de proposer à l'acceptation du Maître de l'Ouvrage après la conclusion du marché (document à joindre obligatoirement à l'offre)
 - ❖ une **note technique** décrivant de manière détaillée les moyens humains et matériels que l'entreprise se propose de mettre en œuvre afin de garantir le respect des délais, des coûts et de la qualité d'exécution, **ainsi que les dispositions à mettre en place concernant les protections individuelles collectives**
 - ❖ un **planning détaillé d'exécution** des ouvrages indiquant la durée des différentes phases du chantier,
 - ❖ des indications concernant la provenance des principales fournitures et matériaux avec les références des fournisseurs correspondants,
 - ❖ une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier,
 - ❖ le S.O.P.A.Q,
 - ❖ le S.O.S.E.D,
 - ❖ les mesures concernant le respect de l'environnement.

NOTA : Toute entreprise ou groupement d'entreprise qui ne remettra par un mémoire justificatif complet comportant l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus verra son offre rejetée comme non conforme.

ARTICLE 5. JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 62 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les critères d'appréciation de l'offre sont :

- 1. Prix des prestations (60 %)**
- 2. Délais (10 %)**
- 3. Valeur technique des prestations et qualité d'exécution (mémoire justificatif) (30 %)**

Définition des critères :**Le prix : 60%**

Le candidat dont la proposition financière sera la moins élevée se verra affecter la note 10. Pour les autres candidats, la notation sera déterminée en fonction de la formule suivante :

$$\text{Montant de la proposition la moins élevée} / \text{Montant de la proposition du candidat} \times 10$$

Une offre anormalement basse sera traitée suivant les dispositions de l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le délai d'exécution : 10 % sur les prestations proposées

Celui-ci s'appréciera par rapport aux délais de réalisation de la prestation.

Le candidat proposant le délai le plus court se verra affecter la note 5

Pour les autres candidats, la notation sera déterminée en fonction de la formule suivante :

$$\text{Délai le plus court} / \text{Délai proposé par le candidat} \times 5$$

La valeur technique : 30% sur les prestations proposées

Celle-ci s'appréciera à partir du mémoire technique en fonction de :

- principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier, de même que la qualité environnementale choisie par le chantier
- la provenance des principales fournitures et références des fournisseurs correspondants
- installation de chantier
- la composition et la qualification de l'équipe (produire CV des intervenants)
-

L'appréciation se fera au vu de l'ensemble des éléments remis selon l'appréciation qualitative suivante :

0 point = pas d'informations

1 point = mauvais

2 points = passable

3 points = moyen

4 points = bon

5 points = très bon

Le candidat ayant obtenu le plus de points se verra affecter la note 10.

Pour les autres candidats, la notation sera déterminée en fonction de la formule suivante :

$$\text{Nombre de points attribués au candidat} / \text{Nombre de points le plus élevé} \times 10$$

En cas de discordance entre les différentes indications de prix figurant dans l'offre d'un entrepreneur, l'indication en chiffres, hors T.V.A., figurant au bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications.

En cas de discordance entre le bordereau des prix unitaires, le détail estimatif et l'acte d'engagement ou en cas d'anomalie, d'erreurs ou d'omissions internes au détail estimatif, l'entrepreneur, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier ce détail estimatif et l'acte d'engagement pour les mettre en harmonie avec le prix indiqué le bordereau des prix unitaires.

En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtient le résultat le plus élevé à l'addition suivante : note de l'offre financière pondérée + note de la valeur technique pondérée + note du délai proposé pondérée

ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les candidats pourront choisir l'une des trois procédures suivantes, selon les précisions portées au règlement de la consultation :

A) Par voie électronique uniquement, sur le profil acheteur de la commune d'Audun-le-Roman accessible sur le site du BOAMP (<http://www.boamp.fr/>).

B) Par courrier uniquement (sur support papier ou support physique électronique). Les offres sont transmises par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, ou présentées sous pli cacheté aux services de mairie contre récépissé avant la date et heure limites indiquées dans le dossier de consultation remis aux candidats.

Les offres, seront présentées sous pli cacheté et devront être adressées à :

COMMUNE D'AUDUN LE ROMAN

7A Place du Général De Gaulle

54560 AUDUN LE ROMAN

Tél. : 03.82.21.60.23

Courriel : mairie.audun-le-roman@neticable.org

L'enveloppe extérieure portera la mention suivante :

CONSULTATION

CREATION DE QUATRE ARRETS DE BUS NORMALISES ET AMENAGEMENT CONNEXES

RD 156 Quartier Gare et Centre Bourg

Avec la mention « NE PAS OUVRIR »

C) Par voie électronique et par courrier, dans ce cas la transmission par courrier est la copie de sauvegarde de la transmission par voie électronique.

6.1. Remise des offres

Les offres devront être remises contre récépissé à la Commune d'Audun Le Roman avant les dates et heures indiquées au présent règlement ou, si elles sont envoyées par la poste, elles devront l'être à cette même adresse par pli recommandé avec avis de réception postal et parvenir à destination avant ces mêmes dates et heure limites.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus : ils seront renvoyés à leurs auteurs.

ARTICLE 7. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Tribunal de compétence :

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31 avenue de la Paix – BP 51038

67070 Strasbourg Cedex

tél. : 03.88.21.23.23.

Fax : 03.88.36.44.66.

Introduction des recours :

- Référé précontractuel : avant la signature du contrat (article L551-1 et R551-1 du code de justice administrative) ;
- Référé contractuel : après la signature du contrat (article L551-12 et R551-7 du code de justice administrative) ;
- Recours pour excès de pouvoir (article R 421-1 et suivants du Code de justice administrative) : dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision faisant grief, et avant la conclusion du contrat. Une requête en référé-suspension peut être introduite simultanément sur le fondement de l'article L.521-1 du Code de justice administrative ;
- Recours de pleine juridiction : pour les candidats évincés, le recours de pleine juridiction contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses, qui en sont divisibles, assorti, le cas échéant, de demandes indemnitaires, exercé dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

A compter de la conclusion du contrat, et dès lors qu'il dispose du recours de pleine juridiction, le concurrent évincé n'est plus recevable à exercer le recours pour excès de pouvoir.

Ce recours peut être accompagné d'une demande de suspension de l'exécution du contrat sur le fondement de l'article L.521-1 du Code de justice administrative (Cf. CE, 16 juillet 2007, Société Tropic Travaux Signalisation, no291545).

ARTICLE 8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leurs études, les candidats devront s'adresser par écrit à :

8.1. Renseignements administratifs

COMMUNE D'AUDUN LE ROMAN

7A Place du Général De Gaulle

54560 AUDUN LE ROMAN

Tél. : 03.82.21.60.23

Courriel : mairie.audun-le-roman@netcable.org

8.2. Renseignements techniques

Maîtrise d'œuvre :

GIRARD ÉTUDES S.A.R.L.
10 Rue des Hortensias
57255 SAINTE-MARIE AUX-CHÊNES
Tél : 09.52.77.97.90
Courriel : contact@girardetudes.fr

A, Le

L'ENTREPRENEUR (Cachet et Signature)